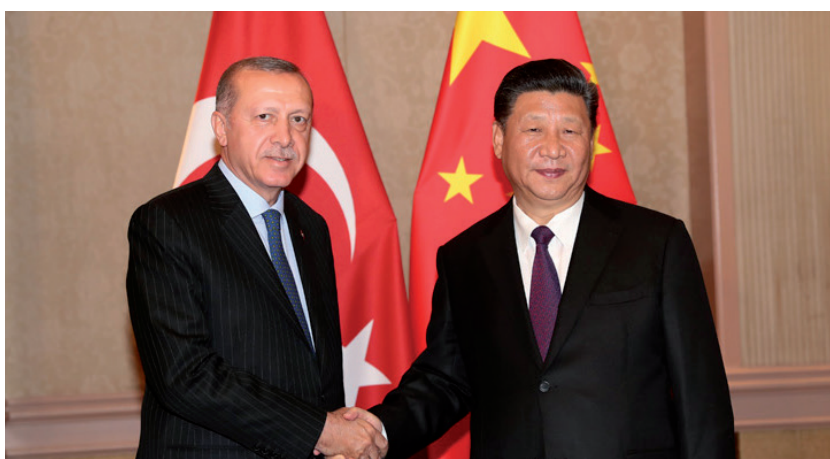


Relations Turquie-Chine

Ambitions et limites de la coopération économique



Tolga BILENER

Octobre 2020

L’Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d’information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l’Ifri est une association reconnue d’utilité publique (loi de 1901). Il n’est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L’Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l’échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n’engagent que la responsabilité de l’auteur.

ISBN : 979-10-373-0227-4

© Tous droits réservés, Ifri, 2020

Couverture : © Présidence de la République de Turquie

Comment citer cette publication :

Tolga Bilener, « Relations Turquie-Chine : ambitions et limites de la coopération économique », *Asie.Visions*, n° 116, Ifri, octobre 2020.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Site internet : ifri.org

Auteur

Tolga Bilener, docteur en sciences politiques, est enseignant-chercheur au département de relations internationales à l'Université Galatasaray à Istanbul. Il travaille sur la géopolitique du Moyen-Orient et de l'Indo-Pacifique, l'histoire de la diplomatie et la sécurité internationale. Il a publié notamment *La Turquie et la Chine : une nouvelle convergence en Eurasie ?* (L'Harmattan, 2019) et *Diplomatie et traités internationaux en Anatolie ancienne selon les tablettes de Kanesh* (Selenge, 2020, en turc).

Résumé

Les relations entre la République populaire de Chine, grande puissance économique et diplomatique dont la réémergence sur la scène internationale est l'un des sujets incontournables de la politique internationale, et la Turquie, puissance régionale dont le poids est non négligeable dans les équilibres de la Méditerranée orientale, offrent une vision complémentaire pour l'étude des relations internationales contemporaines. L'évolution de ces relations met en lumière les instruments et les priorités de la Chine en matière de politique étrangère, en l'occurrence en Méditerranée orientale. Quant à la Turquie, étudier ses relations avec le géant asiatique apporte une vision supplémentaire de sa nouvelle politique étrangère sous Recep Tayyip Erdoğan, marquée par des crises à répétition avec ses alliés occidentaux traditionnels.

La dimension économique apparaît prioritaire dans les relations sino-turques, la Chine étant devenue, ces dix dernières années, l'un des trois plus grands partenaires commerciaux de la Turquie avec l'Allemagne et la Russie. Même si la Turquie ne semble pas être prioritaire pour la diplomatie chinoise, elle reste quand même un acteur important à ses yeux, en raison de son marché intérieur de 83 millions d'habitants, mais surtout avec son positionnement géographique. Cette position est d'autant plus intéressante aujourd'hui pour la Chine dans le cadre du déploiement des « Nouvelles routes de la soie ».

Par ailleurs, la question ouïghoure fait que les relations entre ces deux États ne sont pas uniquement cantonnées à la sphère économique. Elle ajoute un volet de politique intérieure qui, d'une part, touche les sensibilités des segments nationalistes de l'opinion publique turque, et de l'autre, suscite des craintes liées à la sécurité nationale en Chine. Par conséquent, il existe des obstacles sérieux à un rapprochement plus poussé des deux pays.

Abstract

Relations between the People's Republic of China - a major economic and diplomatic power whose re-emergence on the international scene is one of the major subjects of international politics - and Turkey, - a regional power whose weight counts in the evolution of Eastern Mediterranean balances - offer a complementary vision for the study of contemporary international relations. These highlight the instruments and priorities of China when it implements its foreign policy, even more proactive under Xi Jinping, and allows testing Chinese ambitions in various geographical areas of the world. As for Turkey, studying its relations with this geopolitical giant provides an additional view of its new foreign policy under R. Tayyip Erdoğan, marked by critical ebbs and flows in its relationship with its traditional Western allies.

The economic aspect emerges as the priority in Sino-Turkish relations, as China had become, over the past decade, one of Turkey's three largest trading partners, along with Germany and Russia. Even if Turkey does not seem to be a priority for Chinese diplomacy, it still remains an important player with its domestic market of 83 million inhabitants, but especially with its geographical position. Turkey is all the more interesting for the Chinese leadership in the context of the New Silk Roads project.

In addition, the Uyghur question makes it that relations between these two states are not confined solely to the economic field, adding a domestic policy component because of the sensitivities of nationalist segments of Turkish public opinion, and national security concerns of China. Consequently, there exist a series of obstacles in the path of a closer China-Turkey rapprochement.

Sommaire

INTRODUCTION	6
LES RELATIONS ÉCONOMIQUES SINO-TURQUES : DES RÉSULTATS EN DEÇÀ DES AMBITIONS DÉCLARÉES	8
La croissance des échanges... et du déficit commercial.....	8
La diversification des échanges et des investissements chinois en Turquie	10
Des intérêts convergents sur les « Nouvelles routes de la soie ».....	14
Le tourisme : un moteur économique pour la Turquie qui peine à décoller	16
L'achat d'armement chinois : un levier de pression d'Ankara sur l'Occident ?	17
LES PIERRES D'ACHOPPEMENT DE LA RELATION CHINE-TURQUIE ...	19
Le talon d'Achille des relations sino-turques : la question ouïghoure	19
Des intérêts géopolitiques contradictoires dans diverses régions	21
Une méfiance mutuelle persistante	22
CONCLUSION	24

Introduction

De nombreuses études abordent la transformation récente de la politique étrangère de la Turquie, des travaux qui soulignent essentiellement les crises récurrentes que le gouvernement turc connaît avec ses partenaires occidentaux. Les crises qui s'enchaînent entre Ankara et la communauté transatlantique sont devenues tellement fréquentes que l'on se demande désormais si la Turquie ne serait pas en train de se détourner de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), dont elle est membre depuis 1952, et du Conseil de l'Europe dont elle fait partie depuis 1949, sans parler de sa candidature officielle à l'Union européenne (UE), dont le processus d'adhésion est pratiquement gelé depuis plusieurs années. Dans ce contexte, Ankara ne serait-il pas tenté de se trouver d'autres partenaires, notamment du côté des puissances eurasiatiques, telles la Russie et la Chine, afin de contrebalancer son éloignement vis-à-vis de l'Occident ? Vu sa position géopolitique, son dynamisme démographique et économique, les relations que la Turquie entretient avec le reste du monde revêtent une importance pour l'ensemble du système international, dans la mesure où les choix diplomatiques, politiques et économiques du pays ont des répercussions considérables, notamment dans sa zone géographique.

Les relations entre la Turquie et la République populaire de Chine (RPC), deux pays aux dimensions et aux capacités économiques inégales, méritent alors d'être scrutées. Le géant asiatique qu'est la Chine, par sa population, son poids dans l'économie mondiale et son influence diplomatique, est évidemment un acteur que la Turquie ne peut négliger dans la formulation de sa politique étrangère. Ankara ne manque pas une occasion de rappeler que la Turquie entend approfondir et diversifier sa coopération avec Pékin, notamment dans le domaine économique. Il est à noter que la Chine, pays avec lequel la Turquie entretient des relations diplomatiques depuis 1971, a augmenté considérablement son poids dans l'économie turque ces dernières années, pour devenir l'un des trois plus importants partenaires commerciaux du pays derrière l'Allemagne et la Russie. En effet, la Chine souhaite renforcer ses liens avec la Turquie dans le cadre de sa diplomatie proactive dans différentes régions du monde, y compris en Asie occidentale. La position géographique de la Turquie, située au carrefour de trois continents, permettant de constituer un point de passage important vers les marchés européens, en plus de son important marché intérieur, pousse les autorités chinoises à envisager des relations

plus approfondies avec celle-ci. Par ailleurs, les liens culturels et historiques de la Turquie avec la région du Xinjiang, pays des Ouïghours, peuple musulman et turcophone, font de la Turquie un acteur que la Chine ne peut pas non plus ignorer dans sa politique étrangère.

Cette note s'intéresse notamment à la dimension économique des relations sino-turques, en particulier les partenariats commerciaux, les investissements chinois en Turquie, ainsi que le rôle que cette dernière aspire à jouer dans le projet des « Nouvelles routes de la soie ». Elle vise aussi à souligner les obstacles politiques limitant un rapprochement plus affirmé, alors qu'un partenariat stratégique a été déclaré en 2010, des blocages découlant d'une part des contraintes de politique intérieure, dont la question ouïghoure, et de politique extérieure de l'autre, comme l'appartenance institutionnelle de la Turquie au système d'alliance occidentale.

L'analyse des relations sino-turques permet de mieux appréhender les ambitions de la Chine en Méditerranée orientale, ainsi que de tester les instruments économiques, politiques et diplomatiques que ce pays déploie dans sa politique étrangère. Ainsi, l'évolution des liens entre ces deux acteurs situés aux extrémités du continent asiatique offre une perspective complémentaire pour observer la transformation des équilibres géopolitiques en Eurasie et celle du système international dans son ensemble.

Les relations économiques sino-turques : des résultats en deçà des ambitions déclarées

La croissance des échanges... et du déficit commercial

Après avoir occupé la deuxième position derrière l'Allemagne parmi les plus importants partenaires commerciaux de la Turquie en 2016 et en 2017, la Chine est désormais en troisième position après celle-ci et la Russie. Ce déclassement ne découle pas forcément de la chute du volume des échanges commerciaux sino-turcs, mais de l'augmentation du commerce russo-turc après la fin de la crise politico-diplomatique qu'ont traversée Ankara et Moscou dans le contexte de la guerre en Syrie. Autrement dit, partenaire économique marginal de la Turquie jusqu'aux années 2000, la Chine est solidement installée comme l'un des plus importants clients et fournisseurs de la Turquie.

Cependant, un trait fondamental des relations commerciales sino-turques est l'énorme déficit commercial qui existe en faveur de la Chine, ce qui n'est évidemment pas propre aux relations économiques sino-turques. Selon les chiffres de 2019, les exportations turques vers la Chine, d'une valeur de 2,5 milliards de dollars (soit moins de 2 % des exportations turques), sont loin de compenser les importations en provenance de cette dernière, à hauteur de 18,5 milliards de dollars (environ 10 % des importations en Turquie). On est encore loin des ambitions du président turc Recep Tayyip Erdoğan en 2010 – l'année où les relations sino-turques furent qualifiées de « stratégiques » par les deux pays – d'atteindre un volume commercial bilatéral de 100 milliards de dollars par an en 2020. Cet exemple, parmi de nombreux autres, démontre que l'écart entre les ambitions affichées et les réalités du terrain est souvent important dans les relations sino-turques.

Par ailleurs, l'augmentation du volume absolu des échanges entre les deux pays ces dernières années s'est accompagnée d'un creusement du déficit commercial pour la Turquie. Bien qu'Ankara exige de la Chine des

efforts supplémentaires pour corriger ce déficit, le problème semble au contraire s'inscrire dans la durée.

L'évolution des relations commerciales entre la Turquie et la Chine (en milliers de dollars)

Année	Exportations	Importations	Volume commercial	Solde de la balance des paiements
2007	1 039 523	13 234 092	14 273 615	-12 194 569
2008	1 437 204	15 658 210	17 095 414	-14 221 007
2009	1 599 139	12 676 573	14 275 712	-11 077 433
2010	2 269 175	17 180 806	19 449 982	-14 911 631
2011	2 466 316	21 693 336	24 159 652	-19 227 019
2012	2 833 255	21 295 242	24 128 497	-18 461 987
2013	3 600 865	24 685 885	28 286 751	-21 085 020
2014	2 861 052	24 918 224	27 779 276	-22 057 171
2015	2 414 790	24 873 457	27 288 247	-22 458 666
2016	2 328 044	25 441 433	27 769 477	-23 113 389
2017	2 936 262	23 370 620	26 306 882	-20 434 358
2018	2 912 539	20 719 063	23 631 602	-17 806 524
2019	2 587 333	18 496 911	21 084 244	-15 909 578

Source : le Ministère du Commerce turc (2020).

Dans la perspective d'intensifier les liens commerciaux bilatéraux, un Conseil d'Affaires turco-chinois (TÜÇİK) a vu le jour dès 1992 sous l'égide du Conseil des relations économiques extérieures (DEİK), lequel dépend du ministère turc du Commerce¹. Il sert de plate-forme réunissant de nombreux acteurs des secteurs privé et public turcs afin de coordonner leurs actions et de surveiller l'évolution du commerce sino-turc. Par ailleurs, le premier syndicat du patronat en Turquie, l'Association des industriels et hommes d'affaires turcs (TÜSİAD) a inauguré un bureau de liaison à Pékin en 2007². En outre, diverses agences gouvernementales turques offrent une assistance aux entreprises turques qui entrent sur le marché chinois, afin de faciliter leurs démarches administratives auprès des autorités chinoises.

Il faut noter que le gouvernement turc a décidé en 2016 de mettre en œuvre un plan avec des objectifs chiffrés et datés, afin de stimuler les relations commerciales. À partir de là, tous les ministères et agences gouvernementales ont élaboré leur propre plan d'action. Ils visent surtout à augmenter l'exportation de produits agro-alimentaires vers la Chine,

1. Le Conseil d'Affaires turco-chinois. Plus d'informations sur : www.deik.org.tr.

2. Celui-ci fut transformé en TÜSİAD China Network en 2017 gagnant un caractère plus informel.

diversifier les produits dans le commerce turco-chinois, promouvoir l'utilisation des monnaies locales dans les échanges, et établir des zones franches pour les entreprises chinoises en Turquie, servant de base logistique et de centre de production. Celles-ci n'ont toujours pas vu le jour, un exemple parmi d'autres reflétant l'écart entre les ambitions affichées et les réalisations concrètes.

Afin de faire le point sur l'évolution du commerce sino-turc et de réunir les acteurs économiques des deux pays, le Conseil économique mixte Turquie-Chine se réunit régulièrement au niveau intergouvernemental. Bien que la 17^e réunion programmée en février 2020 n'ait pas pu avoir lieu en raison de la crise sanitaire. Celle-ci a été remplacée par une visioconférence entre les ministres du Commerce des deux pays en juin 2020.

La diversification des échanges et des investissements chinois en Turquie

Pays en quête de diversification de ses partenaires commerciaux, d'une part pour réduire sa dépendance vis-à-vis de ses partenaires traditionnels en Occident, et d'autre part pour créer de nouveaux débouchés pour le commerce turc, la Turquie cherche à développer ses échanges commerciaux avec la Chine. Le pays mise pour cela sur un certain nombre de biens qui intéressent les clients chinois. Dans son commerce avec le partenaire turc, la Chine s'intéresse plutôt aux ressources minières qui se trouvent en Asie mineure (marbre, travertin, chrome, cuivre, fer et acide borique), alors que la Turquie souhaiterait augmenter la part du secteur agro-alimentaire dans ses exportations. Cependant, des autorisations qu'Ankara attendait depuis 2012 pour pouvoir exporter du lait et des produits laitiers vers la Chine n'ont pu être obtenues qu'en mai 2020. Celles pour pouvoir vendre des cerises à la Chine ont été obtenues en 2019 seulement, après six années de négociations. La Turquie a parallèlement lancé des procédures pour exporter de la viande de volaille, des citrons, des agrumes, de la grenade, du raisin, des pommes et des figues vers la Chine, mais les processus de validation sont en cours depuis de nombreuses années déjà. Ces longs délais suggèrent qu'une augmentation significative des exportations turques vers la Chine n'est pas pour demain. Dans le sens inverse, la Turquie achète à la Chine toute sorte de biens de consommation bon marché, notamment des appareils électroménagers, des téléphones portables et des produits textiles.

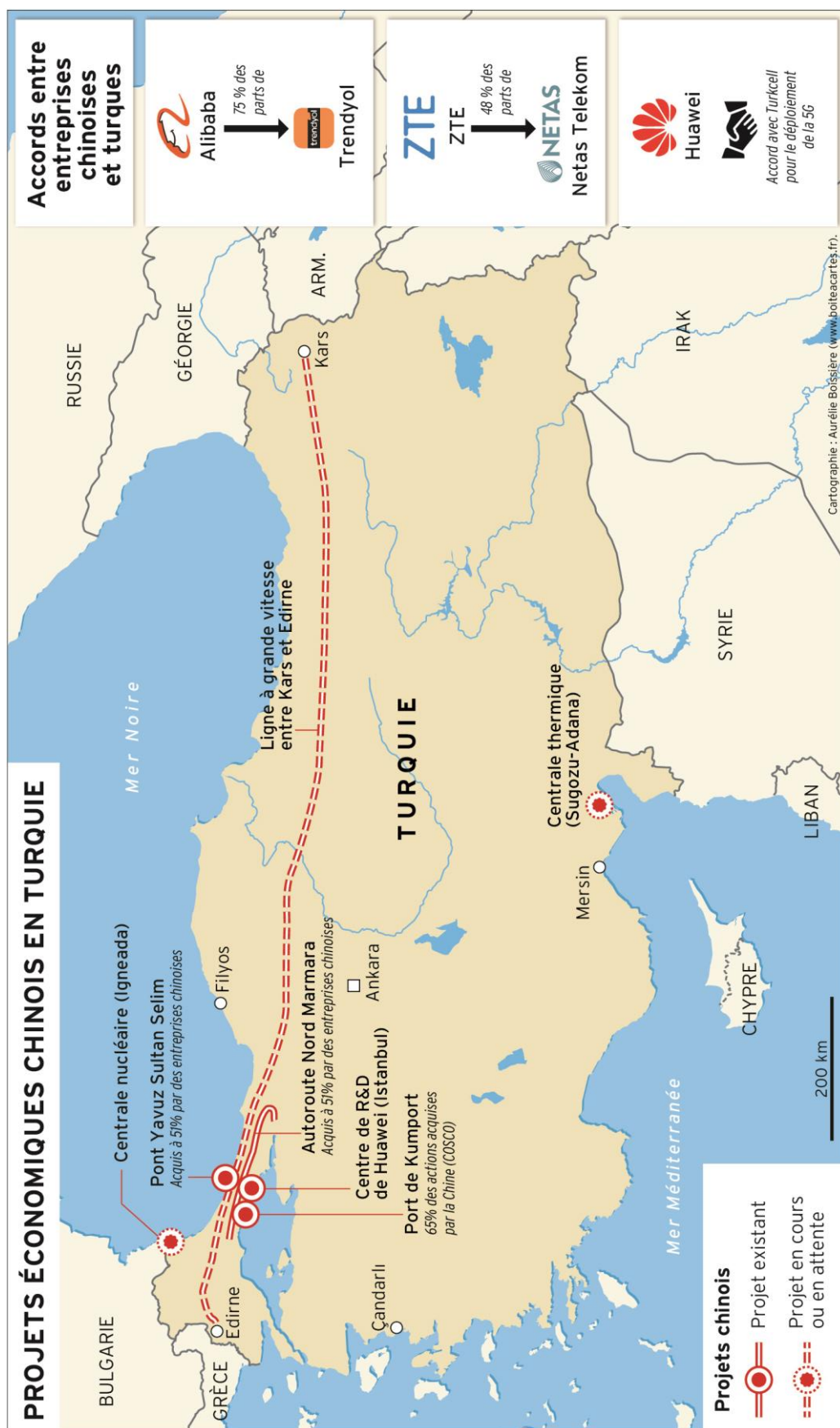
Le nombre d'entreprises chinoises implantées en Turquie, notamment dans le secteur minier, ne cesse d'augmenter, alors que le nombre d'entreprises turques en Chine, bien qu'en hausse, reste modeste. Début 2020, il y avait environ mille entreprises chinoises opérant en Turquie, pour

une centaine à peine d'entreprises turques implantées en Chine. Cette différence découle essentiellement du grand écart entre les capacités économiques des deux pays, le PIB chinois étant 30 fois supérieur à celui de la Turquie. Cependant, une autre raison peut aussi expliquer ce déséquilibre : le milieu turc des affaires reste peu expérimenté sur le marché chinois et n'a commencé à étudier la spécificité de celui-ci que récemment, découvrant, par exemple, les disparités régionales importantes au sein même du territoire chinois. Par conséquent, la Chine reste un terrain relativement nouveau pour les entrepreneurs turcs qui ne sont pas totalement adaptés aux réalités de ce géant économique. La forte capacité d'adaptation des milieux d'affaires turcs est un avantage, même si le système politico-économique de la Chine et son fonctionnement bureaucratique créent des contraintes parfois difficiles à surmonter, sans parler de l'impact des crises politiques bilatérales que l'on évoquera plus bas.

Il faut noter que la Turquie compte sur l'afflux de capitaux étrangers et des liens solides avec les marchés internationaux pour stimuler sa croissance, d'autant plus que ces dernières années, elle peine à faire décoller sa croissance (0,9 % en 2019³), et le chômage est en hausse, tout comme l'inflation annuelle (13,2 % et 12 % respectivement en juillet 2020). C'est dans ce contexte qu'Ankara espère attirer davantage d'investisseurs chinois qui produiraient sur place pour le marché local, et lui permettrait, entre autres, de compenser son déficit commercial. À ce jour, les investissements directs chinois en Turquie restent pourtant assez faibles par rapport à ceux des pays occidentaux. En 2019, ils représentaient 1 % du total des IDE, l'Europe demeurant le plus gros investisseur. En 2020, la valeur cumulée des investissements directs chinois en Turquie des dix dernières années était estimée à 3 milliards de dollars. L'objectif annoncé de 6 milliards pour 2021 ne semble donc pas à portée de main. Ces investissements se concentrent dans le secteur minier, le secteur énergétique, dans l'industrie du textile, mais aussi dans les infrastructures.

Parmi les plus importants investissements chinois dans les infrastructures en Turquie, on peut citer celui du premier armateur chinois, *China COSCO Holdings*, qui a acheté en 2015 pour 940 millions de dollars les deux tiers des actions du port de Kumport, le troisième port commercial du pays, situé près d'Istanbul. Cet investissement a été présenté comme l'un des maillons essentiels du mégaprojet chinois des Nouvelles routes de la soie (Initiative de la Ceinture et de la Route). COSCO est également intéressé par l'acquisition d'autres ports turcs, comme ceux de Mersin, Çandarlı et Filyos.

3. Le Ministère du Commerce turc, *Panorama économique*, janvier 2020, (en turc), disponible sur : <https://ticaret.gov.tr>.



Toujours dans ce contexte, la construction d'une ligne de train à grande vitesse entre Kars et Edirne, d'une longueur de 1 700 kilomètres avec un coût estimé à 30 milliards de dollars, est en discussion entre les deux pays. S'il se met en place, ce projet de ligne ferroviaire qui traversera le pays d'est en ouest, est susceptible de devenir l'un des axes importants des Nouvelles routes de la soie reliant l'Asie à l'Europe. Ce projet devient d'autant plus intéressant si l'on pense à l'achat en décembre 2019 par un consortium composé de six entreprises chinoises de 51 % des actions du troisième pont sur le Bosphore (officiellement appelé Pont Yavuz Sultan Selim) pour 688,5 millions de dollars. La transaction comprend l'autoroute du Nord Marmara, soit un axe autoroutier de 60 kilomètres.

Un autre investissement majeur en cours de réalisation est celui du développement du réseau 5G en Turquie. En janvier 2019, Turkcell, premier opérateur de téléphonie mobile en Turquie, a conclu un accord avec Huawei pour l'installation de l'infrastructure sur l'ensemble du territoire à l'horizon 2021. Bien qu'il semble avoir été ralenti par la pandémie de COVID-19, le projet est toujours à l'ordre du jour et s'inscrit dans la « Route de la soie numérique » annoncée par l'entreprise chinoise. D'ailleurs, Huawei possède depuis 2009 à Istanbul son plus grand centre de recherche et développement en dehors de son territoire.

« Le plan d'action et la stratégie nationale 2020-2023 pour les villes intelligentes », adopté en décembre 2019 par le gouvernement turc, entend renforcer la coopération avec la Chine pour la mise en place des villes intelligentes et sûres, en se procurant du matériel chinois de surveillance électronique, comme confirmé par le président Erdoğan lors du sommet des villes intelligentes, tenu à Istanbul le 15 janvier 2020. La Turquie semble se soucier relativement peu des inquiétudes suscitées en Occident par le poids grandissant de Huawei dans le monde, ainsi que les potentiels risques sécuritaires que l'entreprise pourrait représenter.

Toujours dans le numérique, le géant chinois du commerce en ligne, Alibaba, est présent sur le marché turc depuis qu'il a acquis 75 % des actions de son équivalent turc, Trendyol, en 2018, pour 728 millions de dollars. Il s'agit de la plus grosse acquisition chinoise en Turquie dans ce secteur après celle de Netaş Telekom par l'équipementier chinois ZTE en 2016 pour 101 millions de dollars.

Dans le secteur énergétique, un projet d'investissement majeur porte sur la construction de la troisième centrale nucléaire en Turquie, à Igneada, dans le nord-ouest du pays, pour laquelle un accord a été signé en juin 2016 et ratifié par le Parlement turc le 9 août 2016. Le chantier de celui-ci n'a pas encore été lancé. La construction pour un coût de 2,1 milliards de dollars d'une centrale thermique à Adana par un consortium mené par Shanghai

Electric Power Co. a commencé, elle, fin 2018, avec pour objectif de production de 11,5 millions de mégawatts (MW) d'électricité par an (4,5 % de la consommation turque) à partir de 2022.

Du côté du monde de la finance, deux banques chinoises, ICBC et Bank of China, sont implantées en Turquie avec une quarantaine d'agences au total dans 18 des 81 provinces du pays. Par ailleurs, la Banque centrale turque a acheté en 2018 pour la première fois des obligations d'État chinoises. Il existe en outre un accord de *swap* entre les banques centrales des deux pays depuis 2012, dont le plus gros transfert opéré a été réalisé en juin 2019 pour un montant d'un milliard de dollars. Cette entrée de liquidité a permis à Ankara de pallier, dans une certaine mesure, la diminution des réserves de change liée à la crise diplomatique avec les États-Unis, qui avait provoqué la chute de la valeur de la livre turque.

Des intérêts convergents sur les « Nouvelles routes de la soie »

Depuis l'annonce du lancement du projet des « Nouvelles routes de la soie » par le président Xi Jinping en 2013, la Turquie a fait savoir de nombreuses fois qu'elle entendait s'y associer⁴. Les autorités turques y ont vu une occasion pour attirer plus d'investissements directs chinois dans le pays, ainsi que pour obtenir des crédits chinois afin de moderniser les infrastructures turques. Rappelons que les « Nouvelles routes de la soie » sont un ensemble d'initiatives multidimensionnelles ayant des volets commerciaux, financiers, technologiques, mais aussi géopolitiques et même culturels, et qui envisagent le développement des infrastructures afin de renforcer la connectivité entre la Chine et le reste du monde. Pékin mobilise des moyens colossaux pour mener à bien ce projet, puisque celui-ci est non seulement un instrument pour renforcer l'influence internationale de la Chine, mais aussi un enjeu de prestige pour le président Xi, aussi bien sur le plan intérieur qu'extérieur. De plus, grâce à ce projet, la Chine envisage d'obtenir de nouveaux débouchés pour ses exportations et écouler ses excédents de production. Les « Nouvelles routes de la soie » visent ainsi à pallier, autant que possible, le ralentissement de la croissance chinoise. Cependant, le projet suscite de plus en plus de critiques et d'inquiétudes dans les pays concernés en raison des conditions de coopération souvent déséquilibrées en faveur de la Chine. Le surendettement qu'il produit dans nombre de pays en est une illustration, et ce dernier point est

4. "Turkey's Multilateral Transportation Policy", Ministère turc des Affaires étrangères, disponible sur : www.mfa.gov.tr.

systématiquement souligné dans la presse turque depuis 2019, reflétant une certaine prise de conscience sur ce sujet dans l'opinion.

Depuis 2013, la Turquie a souligné à maintes reprises le rôle qu'elle souhaiterait jouer pour renforcer la connectivité entre la Chine et l'Europe, en vertu de sa position géographique. Les dirigeants turcs rappellent volontiers le fait que l'Anatolie constitue un pont naturel reliant divers bassins géographiques : la Méditerranée orientale, la mer Noire, les Balkans, le Caucase et même l'Asie centrale. Participer à la mise en place des infrastructures autoroutières, ferroviaires et maritimes dans l'objectif de stimuler le flux de marchandises entre l'Asie et l'Europe pourrait effectivement créer d'importantes retombées économiques. Par ce biais, Ankara espère aussi développer ses propres infrastructures à l'aide des fonds de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (BAII) et de la Banque de développement de Chine.

Le président turc a d'ailleurs tenu à être présent en personne lors du premier sommet des Nouvelles routes de la soie à Pékin en mai 2017, afin d'exprimer directement à son homologue chinois son souhait d'intégrer pleinement ce projet. Dans le sillage de ce sommet, M. Abdülkadir Emin Önen, un homme d'affaires – et non un diplomate de carrière – a été nommé ambassadeur de Turquie à Pékin, un geste perçu comme la preuve que le président Erdoğan souhaitait voir les relations commerciales prospérer davantage, et ce, aussi rapidement que possible.

Pourtant, dans le contexte d'une nouvelle flambée de la question ouïghoure⁵, le président Erdoğan a pris la décision de ne pas se rendre au second sommet des Nouvelles routes de la soie, organisé à Pékin en mai 2019. Il a néanmoins envoyé son ministre des Transports, démontrant l'importance du volet « infrastructure » de ce projet aux yeux d'Ankara. Néanmoins, le président Erdoğan a effectué une visite officielle seulement deux mois plus tard à Pékin, en juillet 2019, à l'occasion de laquelle il a réitéré la volonté turque de participer pleinement au projet.

5. Le ministre des Affaires étrangères turc Mevlüt Çavuşoğlu avait vertement critiqué la Chine à propos de camps de rééducation devant le Conseil des droits de l'homme des Nations unies à Genève, le 25 février 2019. Il a pourtant tenu à souligner, lors de sa rencontre avec son homologue chinois Wang Yi à Munich en février 2020, que la Turquie respecte l'intégrité territoriale de la Chine et souhaite que les Ouïghours bénéficient de tous leurs droits en tant que citoyens chinois. Voir "Uighurs Concerned China Is Luring Turkey in Silence in Xinjiang", *Voice of America*, 19 février 2020, disponible sur : www.voanews.com.

Le tourisme : un moteur économique pour la Turquie qui peine à décoller

Le tourisme est un secteur important pour l'économie turque, représentant 35 milliards de dollars de recettes annuelles, soit près de 4 % du PIB (2019). Ankara espère développer ce secteur davantage grâce à la clientèle chinoise, en misant sur le fait que la Turquie est une destination touristique prisée sur le pourtour méditerranéen en raison du nombre élevé de ses stations balnéaires, de ses sites archéologiques et naturels. Ankara espère mieux profiter du marché touristique chinois, car le développement d'une classe moyenne en Chine a fait des Chinois une clientèle recherchée partout dans le monde. Même en mettant de côté les chiffres de 2020, une année exceptionnellement catastrophique pour le secteur du tourisme mondial, la Turquie attire relativement peu de touristes chinois. Elle a accueilli environ 430 000 visiteurs en provenance de la Chine en 2019, soit à peine 1 % de tous les visiteurs se rendant en Turquie cette année-là. Ce chiffre est certes en augmentation par rapport à 2008 (qui a enregistré 60 000 visiteurs), mais à un niveau relativement modeste si on le compare avec l'afflux des touristes chinois vers d'autres destinations en Europe, comme la France ou l'Italie (près de 6 millions de Chinois ont visité l'Europe en 2018). Attirer davantage de touristes chinois n'est pas un objectif récent de la Turquie. Déjà au début des années 2000, dans les négociations pour autoriser le transit du porte-avions *Varyag*⁶ via la Turquie, il était question de demander à la Chine « d'envoyer » un million de touristes par an. Pourtant, il a fallu attendre la fin des années 2010 pour voir émerger en Turquie une véritable stratégie coordonnée entre les acteurs privés et l'État pour attirer les touristes chinois.

Des initiatives se multiplient pour adapter l'offre touristique turque aux goûts des visiteurs chinois, par exemple en augmentant le nombre de guides touristiques sinophones, en installant de l'affichage en mandarin dans les aéroports, musées, centres commerciaux et de loisirs, en adaptant les choix gastronomiques dans les restaurants situés près des sites touristiques, ou encore en développant des initiatives communes avec les pays voisins pour rendre plus attractif les voyages organisés. Un autre instrument est de

6. Le porte-avions *Varyag*, aujourd'hui appelé *Liaoning*, était en construction au moment de la dissolution de l'URSS dans les chantiers navals de l'Ukraine. Kiev décida de vendre le navire inachevé et conclut un accord avec une agence de tourisme chinoise basée à Macao qui prétendait le transformer en un casino flottant. L'achat eut lieu en 1999, mais la Turquie n'autorisa pas le passage du navire par le Bosphore et les Dardanelles, les porte-avions ne pouvant emprunter ceux-ci en raison des limitations imposées par la Convention de Montreux (1936) qui établit le régime des détroits turcs. Ankara laissa finalement passer le *Varyag* en septembre 2001 en échange des promesses économiques. Le navire fut achevé en Chine et regagna sa vocation militaire initiale en 2010, devenant le premier porte-avions de la marine chinoise.

multiplier les destinations desservies en Chine par *Turkish Airlines* depuis Istanbul, qui sont au nombre de cinq actuellement (Pékin, Shanghai, Guangzhou, Xi'an, Hong Kong), et d'augmenter la fréquence des vols hebdomadaires qui atteignait trente, avant la pandémie.

Les autorités chinoises ne manquent pas non plus de contribuer au développement du tourisme chinois en Turquie, comme l'a signalé la déclaration de « l'année du tourisme en Turquie » en 2018 par la Chine. Pourtant, les aléas politico-diplomatiques, souvent liés à la question ouïghoure, nuit parfois à l'image de la Turquie comme un pays sûr et hospitalier pour les touristes chinois. En 2015, par exemple, des groupes de touristes chinois ont été insultés et des restaurants chinois vandalisés à Istanbul par des manifestants ultranationalistes turcs qui protestaient contre la répression dans la région autonome de Xinjiang pendant le mois du ramadan. Pékin était alors accusé d'empêcher les Ouïghours d'observer le jeûne. On peut citer aussi l'exemple des panneaux directionnels en chinois installés par la mairie dans le métro d'Istanbul le 1^{er} octobre 2019, et présentés comme un geste d'amitié envers la République populaire qui célébrait ce jour-là le 70^e anniversaire de sa fondation. En quelques jours, tous les panneaux avaient été vandalisés par des manifestants nationalistes. Ces dégradations ont été largement commentées dans les médias officiels chinois et n'ont certainement pas contribué à l'attractivité de la Turquie en tant que destination touristique accueillante pour les Chinois, démontrant au passage que la couverture médiatique en Chine est aussi utilisée comme un instrument de pression sur la Turquie.

Quant au tourisme turc vers la Chine, les chiffres restent très modestes, voire symboliques, même si on observe, là aussi, une légère augmentation depuis 2000. L'intérêt des touristes turcs pour l'Empire du Milieu reste limité, notamment en raison de la distance et du coût élevé associé à un tel déplacement. Par ailleurs, les crises politiques liées à la question ouïghoure jouent leur rôle, comme le démontre la chute du nombre de visiteurs turcs (touristes et voyageurs d'affaires) de 60 000 en 2015 à 26 000 en 2016. Cette année-là, Pékin avait décidé d'alourdir les procédures de visa pour les ressortissants turcs en représailles d'une énième crise entre Pékin et Ankara au sujet des Ouïghours. Des restrictions qui n'ont été levées qu'en 2018.

L'achat d'armement chinois : un levier de pression d'Ankara sur l'Occident ?

Les premiers contacts entre responsables militaires turcs et chinois eurent lieu dès le début des années 1990, même si l'on ne peut parler alors d'une véritable coopération dans ce domaine. La première acquisition d'un

système d'armement chinois par la Turquie date de 1997, Ankara ayant acheté 97 missiles balistiques de courte portée *B-611*. Une première, bien que d'une ampleur modeste.

Il s'agit évidemment d'un sujet sensible en raison des implications stratégiques de telles coopérations commerciales. L'affaire des missiles chinois en est une parfaite illustration. À l'été 2013, dans un contexte de montée des tensions entre la Turquie et ses alliés occidentaux, le gouvernement turc a déclaré avoir sélectionné le système chinois de défense antiaérien *HQ-9* pour 3,8 milliards de dollars, ouvrant la voie aux négociations avec la société chinoise d'armement, CPMIEC. Les autorités turques ont déclaré que le principal intérêt du système chinois en question était son prix attractif et surtout le transfert de technologie consenti par la Chine pour que la Turquie puisse, à terme, le produire elle-même, ce que les autres fournisseurs potentiels refusaient⁷. Or, l'éventualité de faire entrer un système de défense antiaérien chinois dans le dispositif militaire d'un État membre de l'OTAN a suscité d'importantes tensions au sein de l'Alliance. À la suite de deux années de tractations et de pressions de la part de ses alliés occidentaux, la Turquie a finalement abandonné, à l'automne 2015, l'idée de se procurer le système chinois ; un revirement qui n'a pas manqué de jeter un froid dans les relations sino-turques. La vente d'un système d'arme à un pays membre de l'OTAN aurait représenté pour Xi Jinping une victoire politique importante et la démonstration de la compétitivité technologique des armements chinois.

L'ouverture des négociations avec la Chine a permis de démontrer que la Turquie n'hésiterait pas à utiliser ses relations avec Pékin comme un levier de pression sur ses partenaires occidentaux. La concomitance entre le début de la crise des missiles chinois et l'admission de la Turquie en tant que partenaire de dialogue de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) n'est sans doute pas fortuite.

En 2017, la Turquie a finalement décidé d'acheter le système de défense aérien russe *S-400*, faisant fi des pressions et avertissements de ses alliés de l'OTAN et en particulier celles, très virulentes, de l'administration Trump. La Turquie a ainsi affirmé sa volonté de développer sa coopération avec des puissances extra-occidentales. L'affaire des missiles chinois, puis russes, n'a fait qu'exacerber le débat en Occident, sur le rapprochement de la Turquie avec les puissances eurasiennes, y compris dans un domaine aussi critique que la défense nationale et les capacités militaires.

7. S. J. Brannen, « Turkey Looks to China on Air and Missile Defense », Center for Strategic and International Studies, 8 octobre 2013, disponible sur : www.csis.org.

Les pierres d'achoppement de la relation Chine-Turquie

Le tableau des relations économiques entre la Chine et la Turquie ne saurait être complet sans évoquer certains dossiers politiques épineux qui perturbent régulièrement les efforts de coopération économique. Il existe en effet des obstacles structurels empêchant ces deux pays de donner une véritable substance à leur « partenariat stratégique ».

Le talon d'Achille des relations sino-turques : la question ouïghoure

Le peuple ouïghour et les Turcs partagent des liens culturels et historiques évidents, notamment à travers la langue et la religion. De plus, la présence d'une diaspora ouïghoure implantée en Turquie depuis le début du ^{xx}e siècle donne à la situation au Xinjiang une certaine résonance dans l'opinion publique turque. La Chine, quant à elle, garde un œil toujours attentif sur les activités de la diaspora ouïghoure en Turquie, certes une communauté relativement réduite de quelques dizaines de milliers d'individus, mais politiquement active et proche des milieux nationalistes turcs. Par conséquent, le facteur ouïghour est toujours présent dans l'équation des relations sino-turques, puisque d'une part, il touche à l'identité même des Turcs et au rôle qu'ils s'attribuent sur la scène internationale, et d'autre part, il s'agit pour la Chine d'une question d'intégrité territoriale et de sécurité nationale. Les segments nationalistes et islamistes de l'opinion publique turque restent particulièrement réceptifs aux doléances des Ouïghours, poussant le gouvernement à adopter parfois un ton très critique à l'égard de Pékin, qui se montre toujours méfiant quant à l'attitude de la Turquie vis-à-vis de cette population.

La répression, qui s'aggrave au Xinjiang, ne devrait pas arranger les choses entre la Chine et la Turquie dans un avenir proche. L'enfermement extrajudiciaire de centaines de milliers de Ouïghours dans des camps de rééducation depuis le printemps 2017, afin de lutter, selon Pékin, contre les trois fléaux que sont le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme, est un phénomène de mieux en mieux documenté⁸. La dernière étude en date,

8. L. Defranoux, « Ouïghours : l'entrave aux naissances, un critère de génocide », *Libération*, 20 juillet 2020, disponible sur : www.liberation.fr.

publiée par la Jamestown Foundation en juin 2020, a mis au jour la politique de contrôle des naissances appliquée par Pékin au Xinjiang ciblant les femmes ouïghoures⁹. La question ouïghoure reste donc un problème brûlant, d'autant que des militants ouïghours ont rejoint le théâtre irakosyrien pour combattre aux côtés d'Al-Qaïda et Daech. Pékin a d'ailleurs accusé Ankara de ne pas faire assez d'efforts pour bloquer l'afflux de militants vers la Syrie depuis son territoire, ceux-là profitant aussi des relais de la diaspora ouïghoure en Turquie. La Chine avait alors quasiment suspendu la délivrance de visas aux ressortissants turcs entre 2016 et 2018.

Le fait que le Département américain du Commerce ait adopté des sanctions commerciales en 2020 à l'encontre de certaines entreprises chinoises, estimant que celles-ci étaient impliquées dans les violations des droits de l'homme au Xinjiang, fait évidemment partie du bras de fer entre les États-Unis et la Chine¹⁰. Pourtant, ceci montre que la question ouïghoure mobilisera davantage la communauté internationale dans les années à venir, alors que ce problème était relativement peu connu ou suscitait peu d'émotions au sein des opinions publiques occidentales jusqu'ici, contrairement, par exemple, à la question du Tibet. Il est vrai que les autorités turques se montrent relativement prudentes ces dernières années et ne souhaitent pas critiquer le gouvernement chinois publiquement, mais Ankara ne pourra pas rester totalement indifférent à ce sujet alors que les dirigeants occidentaux multiplient les mises en garde contre Pékin à ce propos. Les déclarations acrimonieuses, comme celle du Premier ministre Erdoğan en 2009, qui avait estimé qu'un « presque génocide » était en cours dans la région de Xinjiang, se font désormais rares, car la Turquie ne souhaite pas saborder ses relations commerciales avec la Chine. Il est aussi intéressant de noter que la question ouïghoure trouve actuellement peu d'échos dans la presse turque, qui se trouve largement entre les mains des groupes de presse proches du gouvernement, alors que désormais les médias occidentaux en parlent régulièrement.

Néanmoins, la question ouïghoure continuera de constituer une pierre d'achoppement dans les relations sino-turques. Il s'agit d'un dossier délicat qui ajoute aux relations bilatérales un volet de politique intérieure impossible à ignorer tant pour la Turquie (en raison de la sensibilité de l'opinion publique) que pour la Chine (car touchant à la sécurité nationale). C'est pour cette raison que les relations entre la Chine et la Turquie ne pourront jamais être cantonnées à la seule dimension économique. Dans ce

9. A. Zenz, « Sterilizations, IUDs, and Mandatory Birth Control: The CCP's Campaign to Suppress Uyghur Birth Rates in Xinjiang », Jamestown Foundation, 15 juillet 2020, disponible sur : <https://jamestown.org>.

10. Département américain du Commerce, Communiqué de presse, le 20 juillet 2020, disponible sur : www.commerce.gov.

contexte, les déclarations émanant parfois des responsables turcs proposant de faire des Ouïghours un pont entre les deux pays apparaissent hors de propos, les autorités chinoises étant toujours plus irritées que rassurées à l'évocation du peuple ouïghour par la Turquie.

Des intérêts géopolitiques contradictoires dans diverses régions

Outre la question ouïghoure, qui pose un frein naturel à un rapprochement plus poussé entre la Turquie et la Chine, des intérêts géopolitiques incompatibles dans diverses régions du monde brouillent aussi les relations sino-turques, notamment en Asie centrale, au Moyen-Orient, mais aussi en Afrique.

Les besoins énergétiques de la Chine et son appétit envers les ressources naturelles sont bien connus. Le poids grandissant de la Chine dans les ex-républiques soviétiques turcophones d'Asie centrale¹¹, qui furent jadis perçues comme un eldorado par les entrepreneurs turcs, déplaît à Ankara pour plusieurs raisons. La tendance actuelle laissant penser que ces républiques turcophones vont durablement entrer dans l'orbite économique chinoise signifie la perte de parts de marché et moins de ressources énergétiques à acheminer vers l'Europe *via* les oléoducs et gazoducs traversant la Turquie. Les marges de manœuvre de la Turquie en Asie centrale n'ont cessé de diminuer ces vingt dernières années, alors que la Russie préserve son rôle de gendarme de la région, et la Chine en devient son banquier.

Un état des lieux assez similaire peut être dressé en ce qui concerne la Méditerranée orientale, avec le facteur aggravant pour Ankara de la proximité géographique. La Chine a adopté, au cours de la décennie 2010, des positions diplomatiques non compatibles avec celles de la Turquie dans cette zone, comme sur le dossier syrien. Les deux pays tiennent aussi des positions différentes à l'égard de Chypre. Pékin souhaite jouer un rôle dans l'exploitation des ressources naturelles qui se trouveraient sous le plateau continental de l'île méditerranéenne, alors que la Turquie fait régulièrement savoir que le préalable à la réalisation de ces projets énergétiques reste la résolution du conflit chypriote. En outre, les relations de la Chine avec l'Irak, et notamment sa région kurde, sont attentivement scrutées par Ankara.

Enfin, la volonté affichée de la Turquie de s'implanter davantage en Afrique pourrait nuire, bien que de manière périphérique, aux relations sino-turques. La Turquie n'y fait évidemment pas jeu égal avec la Chine.

11. Le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Kirghizistan, et le Turkménistan.

Pourtant, dans leur quête de parts de marché ou de ressources naturelles, les entrepreneurs turcs commencent parfois à gêner les acteurs économiques chinois, essentiellement dans les pays musulmans d'Afrique. Ce n'est pas pour rien que le président Erdoğan a ressenti le besoin d'affirmer, lors d'un déplacement sur le continent en 2018, qu'« en Afrique, nous n'essayons pas de faire concurrence à la Chine, car nos capacités financières ne sont pas comparables. Mais nous soutiendrons l'Afrique dans la mesure de nos moyens¹² ».

Une méfiance mutuelle persistante

Une étude menée en Chine en 2012, nonobstant les limites d'un tel sondage, nous éclaire, sur la perception qu'ont les Chinois de la Turquie¹³. Selon ce sondage, seulement 17 % des personnes interrogées avaient une bonne opinion de la Turquie, pays associé à leurs yeux à la question de Xinjiang, et considéré comme un allié solide des États-Unis, donc un acteur perçu avec méfiance. Il est aisé de constater que la question ouïghoure demeure en toile de fond quand il s'agit de parler de la Turquie en Chine. L'appartenance de la Turquie à l'OTAN apparaît comme une raison suffisante pour être considérée comme peu fiable par l'opinion publique chinoise. En outre, les actions sporadiques des ultranationalistes turcs contre les touristes chinois qui ont été évoquées plus haut, et qui ne manquent pas d'être commentées par les médias et sur les réseaux sociaux chinois, alimentent une perception plutôt négative de la Turquie.

Réciproquement, l'opinion publique turque a aussi une perception plutôt négative de la Chine, en raison surtout de la question ouïghoure. Selon un sondage effectué par le centre de recherche PEW en 2019¹⁴, seuls 37 % des Turcs déclaraient avoir une bonne opinion de la Chine, alors que 44 % d'entre eux disaient éprouver de l'antipathie à l'égard de ce pays. Ceci s'explique par la nature du régime chinois, la question ouïghoure, et les produits chinois associés à des articles bon marché et bas de gamme¹⁵. Selon un autre sondage, publié en juin 2020 sur la perception des affaires internationales par les Turcs, seuls 11,3 % des répondants perçoivent la Chine comme un pays ami de la Turquie, alors que 48,7 % d'entre eux estiment que la Chine constitue une menace pour elle¹⁶.

12. « Turkey Committed to Strengthening Ties with Africa, Erdoğan Says », *Daily Sabah*, 3 mars 2018, disponible sur : www.dailysabah.com.

13. K. Karaca, « On the Misperceptions between the Peoples of Turkey and China », *Journal of Middle Eastern and Islamic Studies*, vol. 7, n° 1, p. 100-120, 2013.

14. Pew Research Center, *Global Indicators Database*, 2019, disponible sur : www.pewresearch.org.

15. Ç. Üngör, « Türkiye'de Çin Karşıtlığının Dinamikleri Üzerine Bazı Düşünceler », 27 avril 2017.

16. Enquête sur les perceptions du public sur la politique étrangère de la Turquie (en turc), disponible sur : www.khas.edu.tr.

La méconnaissance de la Chine par l'opinion publique turque est aussi à prendre en considération. La présence d'acteurs économiques turcs et chinois dans chacun des pays pourrait atténuer progressivement cette méconnaissance, mais il reste beaucoup de chemin à parcourir. Le nombre très réduit de spécialistes de la Chine ou de sinophones en Turquie, ainsi que le manque d'études en turc sur ce pays figurent parmi les raisons qui expliquent le manque de connaissance du géant asiatique.

Un premier département de sinologie a vu le jour en Turquie dès 1935 au sein de l'Université d'Ankara, à l'initiative de Mustafa Kemal Atatürk. Ce dernier souhaitait, par ce biais, développer les études sur l'histoire ancienne des peuplades turques, un sujet de prédilection pour le fondateur de la République. De nos jours, deux universités publiques turques offrent des programmes de langue et de littérature chinoise en licence, avec au total une centaine de places ouvertes chaque année. Un seul programme de licence pour interprétariat simultané turc-chinois existe dans le pays, avec seulement trois places par an. En outre, quatre universités turques ont passé des accords avec les autorités chinoises compétentes, ouvrant la voie à l'établissement d'Instituts Confucius dans le pays à partir de 2008, trois à Istanbul et un à Ankara. Les étudiants turcs qui se lancent dans l'apprentissage du chinois le font essentiellement pour accroître leurs opportunités sur le marché du travail, étant donné le développement des liens commerciaux bilatéraux.

Du côté des médias, les émissions en langue turque de la Radio de Pékin ont commencé dès 1957, afin de faire parvenir la propagande maoïste dans le contexte de la guerre froide. Plus récemment, Radio Chine Internationale émet sur la bande FM en Turquie depuis 2016 sous le nom de CRI-Turk. Par ailleurs, la version turque de la revue étatique bimensuelle *China Today* est publiée depuis 2012 par le groupe de presse *Turkuvaz*, proche du gouvernement turc. Cette revue traite notamment des questions commerciales et touristiques bilatérales de manière élogieuse, conformément à la ligne officielle chinoise.

Ainsi, la perception mutuelle des deux pays, notamment au niveau des opinions publiques, est plutôt négative, ce qui pourrait constituer un obstacle de plus devant l'approfondissement des relations bilatérales. Les efforts consentis jusqu'alors pour rehausser leurs images respectives dans les deux pays ne semblent pas encore porter leurs fruits.

Conclusion

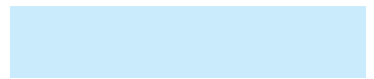
Depuis la fin de la guerre froide, les ambitions stratégiques de la Turquie dépassent largement son environnement immédiat. Dans un contexte où la montée en puissance de la Chine ébranle la structure même du système international, il n'est pas étonnant que la Turquie, en tant que puissance régionale qui pèse sur un certain nombre de dossiers internationaux, cherche à développer ses relations avec Pékin, notamment en matière commerciale. Le centre de gravité économique du monde continue de se déplacer vers l'Asie de l'Est. La crise du COVID-19 pourrait donner un coup de frein à ce mouvement, sans toutefois l'arrêter. Dans ces conditions, la Turquie, qui cherche à stimuler sa croissance et créer des emplois pour sa population relativement jeune¹⁷, continuera d'explorer les possibilités d'approfondir et de diversifier ses liens avec le géant asiatique. L'évolution des relations entre la Turquie et les puissances eurasiennes, dont la Chine, est d'autant plus significative que les relations d'Ankara avec ses alliés occidentaux semblent se détériorer de jour en jour. Il faut bien sûr relativiser l'idée d'une Turquie qui pourrait facilement tourner le dos à l'Occident pour bâtir une alliance avec ceux-ci. D'abord, la Turquie reste institutionnellement attachée à l'Occident *via* l'OTAN et le Conseil de l'Europe qui est le gardien des droits de l'homme sur le continent européen. Ensuite, l'Europe reste, de loin, le premier partenaire économique de la Turquie avec 45 % de ses échanges commerciaux chaque année. Elle est aussi le premier investisseur étranger dans le pays, sans oublier qu'Ankara fait partie depuis 1996 d'une union douanière avec l'UE, laquelle lui a accordé le statut de candidat à l'adhésion en 1999. Enfin, les liens historiques et humains (notamment la présence de millions de ressortissants turcs dans les pays de l'UE) font que la Turquie reste, malgré tout, plus proche de l'Europe que d'autres aires géopolitiques. Autrement dit, la Chine n'apparaît pas comme un substitut aux relations turco-occidentales, même si celles-ci se sont sérieusement dégradées ces dernières années.

Quant à la Chine, elle est tentée d'approfondir ses relations avec la Turquie, avant tout pour des motivations économiques. Avec son marché intérieur de 83 millions d'habitants et son positionnement géographique, la Turquie est effectivement un pays important aux yeux des dirigeants chinois.

17. L'âge médian en Turquie se situe à 31,5 alors qu'il est de 38,4 pour la Chine et 42,3 pour la France, selon les données des Nations unies. Voir : <http://hdr.undp.org>.

Le projet des Nouvelles routes de la soie a offert une opportunité pour un rapprochement plus marqué entre les deux économies. Par conséquent, la question n'est pas de savoir si la Chine ou la Turquie souhaitent approfondir leurs relations bilatérales dans un avenir proche, mais jusqu'à quel point ces relations pourront se développer.

Mis à part l'imprévisibilité de la situation économique mondiale liée au contexte pandémique, il ne faut pas sous-estimer les contraintes structurelles, telles la question ouïghoure ou l'appartenance de la Turquie à l'alliance atlantique, qui continueront de poser des freins naturels à un approfondissement plus poussé du partenariat sino-turc.



Institut français
des relations
internationales